

Prouvy, le 7 février 2008

DIRECTION REGIONALE DE
L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE VALENCIENNES
ZA PROUVY-ROUVIGNIES
BP 800
59309 VALENCIENNES CEDEX
<http://www.nord-pas-de-calais.drire.gouv.fr>

V4-08-014-Rap

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES
RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**
Rapport de l'inspection des installations classées

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.

REFER : Transmission préfectorale DAGE/3 - des 25 novembre 2005 et 13 mars 2006.
Affaire suivie par
Compléments apportés par l'exploitant les 22 novembre 2006, 24 mai et 14 novembre 2007.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral.

N° GIDIC : 70.03481

1- PETITIONNAIRE

- Raison sociale	: SHANKS NORD S.A.S.
- Siège social	: Z.I. de Dorignies - 141, rue Gosselin - 59500 DOUAI
- Adresse du centre de tri	: Z.I. de Dorignies - Rue Gustave Eiffel - 59500 DOUAI
- Téléphone	: 03.27.99.00.59
- Contact dans l'entreprise	: Monsieur, responsable d'agence
- Activité principale	: Tri de déchets industriels banals et de déchets ménagers propres et secs
- Effectif prévisionnel	: 44

2 - OBJET DE LA PETITION

Création d'un centre de tri de déchets industriels banals (D.I.B.), d'encombrants et de déchets d'emballages ménagers propres et secs issus de la collecte sélective sur un site de 14 300 m².

3 – INSTALLATIONS

3.1. – Caractéristiques

L'objectif du centre de tri est de favoriser le réemploi et la valorisation des déchets par le recyclage. Il permettra de réduire le stockage dans les centres d'enfouissement techniques réservés depuis juillet 2002 aux seuls déchets ultimes.

Le dossier de demande d'autorisation concerne les déchets ci-après :

- pour les déchets industriels banals et les encombrants :

Code nomenclature	Déchets	Stockage	Caractéristiques du stockage, volume et tonnage
17.01.01 à 17.01.07 17.05.03 à 17.05.08	Gravats à trier	Cellule 103 m ²	Volume maximal : 123 m ³ Tonnage maximal : 175 t
17.02.01 - 20.01.37 et 20.01.38	Bois de démolition	Cellule 60 m ²	Volume maximal : 180 m ³ Tonnage maximal : 25 t
16.01.17 et 16.01.18 - 17.04.01 à 11 et 20.01.40	Ferraille	Cellule 60 m ²	Volume maximal : 180 m ³ Tonnage maximal : 30 t
20.03.07	Encombrants	Cellule 54 m ²	Volume maximal : 180 m ³ Tonnage maximal : 25 t
16.01.19 - 17.02.03 et 20.01.39	Plastiques	Cellule 60 m ²	Volume maximal : 180 m ³ Tonnage maximal : 6 t
20.01.99	Polystyrène	Cellule 60 m ²	Volume maximal : 180 m ³ Tonnage maximal : 4 t
20.01.01	Cartons	Cellule 54 m ²	Volume maximal : 135 m ³ Tonnage maximal : 10 t
19.12.12	Refus de tri	2 cellules : 83 m ² et 60 m ²	Volume maximal : 500 m ³ Tonnage maximal : 100 t
16.01.03	Pneumatiques usagés	Cellule 60 m ²	Volume maximal : 120 m ³ Tonnage maximal : 8 t

- pour les déchets dangereux (ex déchets industriels spéciaux) : ces déchets sont stockés par type dans des armoires sécurisées équipées de rétention indépendante, l'identification de ces armoires est la suivante :

Les acides.....	capacité de stockage : 5 m ³
Les bases.....	capacité de stockage : 5 m ³
Les filtres à huile.....	capacité de stockage : 5 m ³
Les DTQD* et les neutres.....	capacité de stockage : 5 m ³
Les néons et aérosols.....	capacité de stockage : 5 m ³
Les batteries et piles.....	capacité de stockage : 5 m ³

* DTQD : déchets toxiques en quantité dispersée

Le stockage maximal pour l'ensemble de ces déchets est de 20 t.

La Société SHANKS Nord mentionne que l'implantation du centre de tri de entre dans le cadre du développement de ses activités en France, mais répond également aux besoins croissants d'unités de traitement permettant d'atteindre les objectifs de valorisation matière fixés par la circulaire du 28 avril 1998 relative aux Plans Départementaux d'Elimination de Déchets Ménagers et Assimilés.

3.2. - Classement

L'établissement est soumis à autorisation. La liste des installations est reprise ci après :

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Déchets industriels provenant d'installations classées Station de transit	Bâtiment de tri des DIB et des encombrants Déchets DIB : . Capacité annuelle : 55 000 t/an . Stockage maxi : 135 tonnes (800 m ³) Déchets Dangereux (ex DIS) : . Capacité annuelle : 2 000 t/an . Stockage maxi : 10 tonnes	167-A	A
Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains Station de transit	Bâtiment de tri des déchets ménagers Déchets : déchets ménagers propres et secs . Capacité annuelle : 15 000 t/an . Stockage maxi : 115 tonnes (750 m ³) Bâtiment de tri des DIB et des encombrants Déchets : encombrants . Capacité annuelle : 15 000 t/an . Stockage maxi : 70 tonnes (320 m ³) Déchets : DTQD / Dangereux (ex DIS) . Capacité annuelle : 2 000 t/an . Stockage maxi : 10 tonnes	322-A	A

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal La surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Stockage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . Surface de stockage environ 30 m ² Stockage (bâtiment de tri des DIB) . Surface de stockage : 60 m ² Surface totale de stockage : 90 m ²	286	A
Papiers usés ou souillés La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes	Stockage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . de journaux magazines, papiers de bureau et autres papiers en vrac : 25 t . de cartons en balles : 40 t . de briques alimentaires en balles : 40 t Stockage (bâtiment de tri des DIB) . de cartons en vrac : 60 t Quantité totale emmagasinée : 165 tonnes	329	A
Dépôt ou atelier de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères Installé sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 150 m ³	Stockage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . Bouteilles plastiques en balles : 300 m ³ Stockage (bâtiment de tri des DIB) . Matières plastiques : 150 m ³ . Pneus usagés : 60 m ³ Volume total susceptible d'être stocké : 510 m ³	98 Bis - C	D
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	Stockage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . de journaux magazines, papiers de bureau et autres papiers en vrac : 120 m ³ . de cartons en balles : 250 m ³ . de briques alimentaires en balles : 250 m ³ Stockage (bâtiment de tri des DIB) . de cartons en vrac : 300 m ³ . de palettes : 150 m ³ . de bois de démolition : 180 m ³ Quantité totale stockée : 1300 m ³	1530 - 2	D

Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique de classement	Classement AS/A/D/NC
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais ou autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Installation de compactage et de criblage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . 1 presse à balles de puissance 50 kW . 1 presse à paquets de puissance 15 kW . 2 cribles à disques de puissance 15 kW Installation de compactage et de criblage (bâtiment de tri des DIB) . un trommel d'une puissance 20 kW . 2 compacteurs d'une puissance 30 kW Puissance totale 175 kW	2515-2	D
Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Installation de stockage de gasoil Capacité de la cuve : 3 m ³ Capacité équivalente : $3/5 = 0,6 \text{ m}^3$	1430 1432-2	NC
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables Le débit maximum équivalent de l'installation étant supérieure ou égal à 1 m ³ /h mais inférieur à 20 m ³ /h	Installation de remplissage des réservoirs des véhicules à moteur Débit maximal : 1,5 m ³ /h Débit équivalent : $C/5 = 1,5/5 = 0,24 \text{ m}^3/\text{h}$	1434-1	NC
Stockage de polymères (matières plastiques) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage (bâtiment de tri des déchets ménagers) . bouteilles plastiques en balles : 300 m ³ Stockage (bâtiment de tri des DIB) . matières plastiques : 150 m ³ . pneus usagés : 60 m ³ Volume total susceptible d'être stocké : 510 m ³	2662	NC

3.3. – Synthèse de l'étude d'impact présentée par l'industriel

Dans son étude d'impact, le pétitionnaire reprend les éléments suivants.

3.3.1. - Implantation

Le terrain retenu pour l'implantation est délimité par la Scarpe canalisée et la rue Gustave Eiffel, voie d'accès de la zone industrielle en impasse. La zone est desservie par une voie SNCF.

Les habitations les plus proches sont à 200 m du site, rue Emile Basly, et une convention a été établie entre la Communauté d'Agglomération du Douaisis (CAD) et la Société SHANKS, afin de pérenniser cette distance d'isolement. Le règlement de la zone industrielle de Douai-Dorignies interdit l'implantation de bâtiments uniques à usage d'habitation.

Un plan du site est joint en annexe 1. Un plan des deux bâtiments destinés au tri des déchets industriels banals et au tri sélectif est joint en annexe 2.

Une aire de remisage des bennes de collecte de déchets (12 véhicules) est prévue sur le site.

3.3.2. - Prévention de la pollution de l'eau

Les eaux sont gérées et traitées conformément à l'aménagement de la zone industrielle équipée d'un réseau séparatif.

Les eaux de lavage des camions seront prétraitées par un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un filtre coalesceur avec obturation automatique et alarme.

Elles seront ensuite traitées sur la station d'épuration de Douai - Fort de Scarpe conformément à la convention passée avec le gestionnaire du réseau.

Les eaux pluviales des parkings et voies de circulation seront prétraitées dans des débourbeurs-déshuileurs avant rejet au réseau eaux pluviales.

3.3.3. - Air

Les activités de stockage et de tri se feront sous abri et ne seront pas génératrices d'émissions de polluants.

Les activités pourront néanmoins être à l'origine de quelques poussières, essentiellement par temps sec ; toutefois la gestion en interne des opérations de tri et l'application rigoureuse des procédures de nettoyage rendront ces nuisances mineures.

Aucun déchet fermentescible tel que des ordures ménagères brutes ou des déchets verts ne sera admis sur le site. Il n'y aura donc pas de risque de fermentation et donc de nuisance olfactive.

3.3.4. - Bruit

Les éventuelles nuisances sonores pourront avoir pour origine les mouvements de camions et autres engins de manutention (chargeur, grappin), mais également le fonctionnement de certains équipements mécanisés du centre de tri. Toutefois ces nuisances seront limitées par l'optimisation de la circulation et des manœuvres sur site et par la réalisation de la totalité des opérations de tri en intérieur (du lundi au vendredi de 6 h 00 à 22 h 00 - le samedi de 6 h 00 à 15 h 00).

3.3.5. - Déchets

Les déchets générés sur le site, qu'ils soient issus ou non des activités de tri, seront systématiquement traités par des éliminateurs autorisés favorisant les filières de valorisation et de recyclage.

→ déchets issus de l'activité : refus de tri (assimilables à des déchets ultimes en décharge),

→ déchets annexes à l'activité : déchets alimentaires du réfectoire, boues hydrocarbonées des séparateurs d'hydrocarbures, déchets verts..., chacun dirigé vers une filière de traitement spécifique (enfouissement technique ou incinération).

3.3.6. - Transports

La rue Gustave Eiffel dessert une société de transport et une société de logistique qui engendrent un trafic de l'ordre d'une centaine de poids lourds (38 tonnes) par jour.

Entre 47 et 68 camions supplémentaires sont prévus par jour avec le centre de tri. Les mouvements de poids lourds auront lieu entre 6 h 00 et 22 h 00, majoritairement par la rocade de Douai. Seuls les camions se trouvant sur le circuit de collecte transiteront dans les agglomérations.

3.3.7. - Impact sur la santé

L'impact potentiel sur la santé publique généré par les activités de la Société SHANKS Nord sera essentiellement lié aux émissions sonores et dans une moindre mesure au niveau des faibles envols de poussières par temps sec. Il se limite donc à des nuisances, sans pour autant avoir des répercussions graves sur la santé humaine. De plus, ces nuisances seront minimisées compte tenu du contexte local :

- présence d'une route nationale N 455 (à 1 km au Nord-Ouest) joignant l'autoroute A21,
- présence d'un couloir aérien (à 10 km au Sud du site),
- habitations les plus proches situées à 200 m des bâtiments de tri et stockages (347, rue Emile Branly) - *nota : il s'agit de la rue Basly*,
- pas de population sensible (crèches, écoles, hôpitaux, maisons de retraite) - faible densité de population (zone industrielle).

3.3.8. - Conditions de remise en état du site

La Société SHANKS Nord s'engage au niveau de la remise en état du site dans le cadre de l'arrêt de ses activités à procéder en outre à :

- la réalisation d'une étude de sol qui permettra d'évaluer l'éventuel impact de l'activité sur le sol /sous-sol,
- l'évacuation du matériel présent sur le site,
- l'évacuation de la totalité des déchets,
- l'élaboration d'un mémoire de cessation d'activité.

3.4. - Synthèse de l'Etude des Dangers présentée par l'industriel

Dans son étude des dangers, l'exploitant reprend les éléments suivants concernant le risque principal : l'incendie.

Suite aux calculs de flux thermiques, l'exploitant s'engage à mettre en place un mur coupe-feu de degré 4 heures sur la façade Sud-Ouest du hall sélectif des déchets ménagers (côté Scarpe).

La récupération des eaux d'incendie sera assurée au niveau des deux bâtiments :

- par la mise en place de seuils surélevés de 15 cm pour l'obtention d'un volume de 1 100 m³,
- par la pose de bordures périphériques d'une hauteur de 15 cm au droit des clôtures pour l'obtention d'un volume de 800 m³. Les besoins en eau ont été calculés à 400 m³/h pendant deux heures et seront assurés par deux bornes incendie de 100 m³/h et par le puisard de la société voisine, SOCOMA, avec laquelle une convention a été passée.

3.5. - Réglementation applicable

Les principaux textes applicables sont les suivants :

- Code de l'Environnement,
- Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- Circulaire ministérielle du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri de déchets.

4 - ENQUETE PUBLIQUE

1er Avis du 15 avril 2005

Arrêté Préfectoral d'ouverture de l'enquête publique du 12 juillet 2005

Durée : un mois, du 22 août au 22 septembre 2005

Communes concernées : Douai, Flers-en-Escrebieux, Roost-Warendin, Waziers.

4.1 Résultats

Plusieurs personnes ont formulé des observations relatives notamment :

- aux conditions d'affichage pendant l'enquête publique,
- au plan départemental d'élimination des déchets,
- aux bruits existants déjà dans la zone,
- à la présence de déchets dangereux (ex DIS).

Commentaire : Concernant l'affichage, les certificats d'affichage des 4 communes concernées sont joints au dossier. De plus, l'exploitant mentionne qu'à la date de clôture de l'enquête publique, tous les affichages étaient en place.

4.2 Avis des conseils municipaux de

Roost-Warendin : favorable en date du 14 septembre 2005.

Douai : 3 février 2006. Les réserves suivantes ont été émises :

"1 - Ce centre ne doit pas accueillir de déchets industriels spéciaux. Certes il ne s'agit que d'un simple transit et le stockage est limité à 10 tonnes. Cependant, on ignore quel serait le comportement de ces DIS en cas d'incendie du site.

2 - La bruit doit être maîtrisé :

- les bruits intérieurs à ce centre pourront provenir de 3 sources : le compactage des déchets, le criblage des gravats, la ventilation des hangars. Une étude de simulation et de modélisation des bruits devrait absolument être faite pour estimer le niveau d'émission, les fréquences et la portée de ces bruits, portes ouvertes. Les caractéristiques des matériels prévus devraient tenir compte des résultats de cette simulation,

- cette étude devrait s'intégrer dans une étude globale des bruits émis par les entreprises de logistique déjà existantes (Auchan, Laperrière),
- même si le bâtiment Auchan ferait déjà écran entre le centre Shanks et la rue Basly, il serait demandé à la communauté d'agglomération, pour réduire, ne serait-ce que les bruits existants, de construire en haut du talus, derrière les arbres de ce talus, un mur anti-bruit,
- même s'il est probable que les camions alimentant ce centre (dont certains viendront d'arrondissements voisins) arriveront très naturellement par la rocade, la ville s'engagerait à interdire l'accès des camions à la rue Basly (sauf accès à l'abattoir).

3 - L'aspect paysager côté rivage Gayant devrait être particulièrement soigné, par plantation d'arbres de haute tige et d'arbustes d'un certain âge."

Les autres avis des conseils municipaux ne figurent pas au dossier.

4.3 Mémoire en réponse du pétitionnaire

En réponse aux trois lettres du commissaire-enquêteur des 19 juillet, 12 septembre et 26 septembre 2005, le pétitionnaire a produit trois mémoires datés de juillet, septembre et octobre 2005 en répondant point par point aux observations formulées par le public.

Les sujets principaux sont repris ci-après :

4.3.1. - Accroissement de la circulation

L'accroissement du trafic sur la zone industrielle sera extrêmement limité dans la mesure où les camions ne la traverseront pas. En effet, pour se rendre sur le site, les véhicules, provenant à 80 % de la rocade de Douai, emprunteront la sortie ZI Dorignies de l'autoroute A21, puis pour un faible tronçon la rue F. Ferrer, la rue du Fort de Scarpe et enfin la rue M. Caullery avant d'entrer dans la rue G. Eiffel. Seule une douzaine d'habitations, toutes situées rue du Fort de Scarpe et rue F. Ferrer, sont dénombrées sur ce trajet. Enfin, les deux rues mentionnées ont un trafic de 5 000 véhicules par jour, ce qui représente une augmentation de 1 % si l'on ajoute les 50 camions générés par l'activité de la Société SHANKS Nord.

4.3.2. - Le Plan départemental d'élimination des déchets indique (PDEDMA) (page 44) qu'il n'y a pas de capacités nouvelles de centre de tri à projeter

Il est précisé avant tout que la mention du Plan Départemental d'Elimination des Déchets du Nord précisant qu'il n'y a pas de besoin de nouveaux centres de tri sur le département, porte sur les besoins en terme de traitement des déchets ménagers recyclables.

Or, le projet de centre de tri de la Société SHANKS Nord est avant tout basé sur le traitement des déchets industriels banals et leur valorisation (capacité de traitement de l'installation : 55 000 tonnes pour les DIB et 15 000 tonnes d'encombrants).

L'aspect déchets ménagers apparaît de façon plus marginale, puisque la capacité de traitement se limite à 15 000 tonnes.

Néanmoins, le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers du Nord précise bien (page 42) qu'avec 133 500 tonnes par an, la capacité à terme des 5 centres de tri actuels d'Anzin, d'Hautmont, de Maubeuge, de Saint-Amand et de Troisvilles et des 4 projets (bien que 5 soient mentionnés : nouvelle ligne sur Troisvilles, Maubeuge, Douai, Communauté de Communes du Pays de Condé et SIRDHIM) permettra de satisfaire les besoins estimés à 127 500 tonnes.

Capacité des 5 centres de tri existants :

Installations de traitement existantes	Capacités en déchets ménagers	Capacités en déchets industriels
Anzin (SITA NORD)	20 500 tonnes par an	
Saint-Amand (MALAQUIN)	10 000 tonnes par an	
Maubeuge (Recyclage des Vallées)	6 500 tonnes par an	
Hautmont (Recyclage des Vallées)	30 000 tonnes par an	40 000 tonnes par an
Troisvilles (SITA NORD)	15 000 tonnes par an	15 000 tonnes par an
Total	86 500 tonnes par an	55 000 tonnes par an

Etat d'avancement des 4 projets définis au PDEDMA du Nord (à noter que dans les encadrés verts des pages 37 et 38, il est fait mention de 5 projets : voir tableau ci-dessous).

Projets	Information du PDEDMA du Nord	Etat d'avancement des projets
Douai	Création d'un centre de tri d'une capacité de 12 000 t/an réservé aux collectivités du Nord	Pas de centre prévu à Douai - Information CAD
Maubeuge	Création d'un centre de tri de 13 000 t/an	Pas de centre prévu à Maubeuge - Information AMVS
SIAVED	Création d'un centre de tri de 25 000 t/an	Le SIAVED n'a pas créé de centre de tri. On peut toutefois considérer que le centre de tri de RECYDEM (Lourches) d'une capacité de 24 000 t remplace celui initialement envisagé par le SIRDHIM
CC du Pays de Condé	Création d'un centre de tri de 4 000 t/an	Pas de centre de tri en projet (information CC du Pays de Condé)
Troisvilles (SITA NORD)	Ouverture d'une ligne de 7 500 t/an	Pas de projet d'ouverture de nouvelle ligne - projet abandonné (information SITA NORD)

Au vu de ces deux tableaux, il apparaît que la capacité de 133 500 tonnes n'est à ce jour pas atteinte ($86\,500 + 24\,000 = 110\,500$ tonnes). En outre, aucun des projets présentés dans le PDEDMA du Nord n'a abouti, alors que des centres de tri, non prévus au plan, ont vu le jour, tels que le centre de tri de Lourches exploité par la Société RECYDEM.

On peut néanmoins considérer que le centre de tri de Lourches vient en remplacement de celui du projet du SIRDHIM, puisqu'implanté dans le même secteur géographique, mais dans cette même logique, le centre de tri de la Société SHANKS Nord est prévu puisqu'il peut être considéré en remplacement du centre de tri prévu sur Douai (ligne 1 du second tableau).

Enfin, comme mentionné dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, aujourd'hui, le Douaisis doit acheminer ses déchets ménagers recyclables vers des centres de traitement éloignés et ceci par manque de solutions de proximité. Le centre de tri traitant la majorité des tonnages de déchets ménagers recyclables de la CAD actuel est celui de Noyelles-sous-Lens situé à environ 22 km. Le transport des déchets est réalisé à l'aide de bennes de collecte (19 ou 26 t). Il s'agit de véhicules de faible capacité de tonnage comptant 3 agents et relativement peu adaptés au transport de déchets sur des distances moyennes.

4.3.3. - Stockage des eaux d'extinction : entre bordure, dans les bâtiments et en égouts

Les rétentions au niveau des bâtiments sont :

- hall DIB : 520 m³
- hall tri sélectif : 500 m³
- surfaces imperméabilisées du site (bordure) : 400 m³
- réseaux eaux pluviales : environ 10 m³.

Volume global : environ 1 430 m³.

4.3.4. - L'article 1^{er} de la circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 interdit les DIS

La volonté de la Société SHANKS Nord est de regrouper les DIS sur son centre de tri afin de limiter les frais afférents au transport. Néanmoins, si le futur projet d'arrêté préfectoral interdisait cette activité de transit sur le site de Douai-Dorignies, la Société SHANKS Nord se conformerait aux consignes de l'administration compétente.

Il est à noter toutefois que des négociations sont actuellement en cours avec la CAD pour le rachat de parcelles situées à proximité du site. Dans le cas où ces démarches aboutiraient, il pourrait être envisagé de regrouper cette activité de transit des DIS sous un nouveau bâtiment, indépendant de ceux affectés au tri.

4.3.5. - La deuxième solution de transport par voie ferrée n'est pas concrétisée

Bien que la solution de transport par voie ferrée n'ait pas été concrétisée, elle a néanmoins été étudiée. En effet, l'objectif du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Nord est de : "renforcer les exigences en matière de multimodalité de manière à limiter les nuisances environnementales liées au transport routier..."

Pour atteindre cet objectif il est précisé que les équipements à créer devront être desservis par au moins deux modes de transport (à l'exception des déchetteries et des plates-formes de compostage de déchets verts). Le projet du centre de tri de la Société SHANKS Nord pourra être desservi par deux modes de transport : routier et fluvial.

Par ailleurs, en page 16 du PDEDMA du Nord il est indiqué que les centres de tri doivent être dimensionnés pour au moins 100 000 habitants, être desservis par au moins deux modes de transport et qu'une étude comparative doit être réalisée sur trois modes.

Le projet du centre de tri répond parfaitement à ces exigences dans la mesure où :

1 - il est prévu sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Douaisis comptant une population de l'ordre de 157 400 habitants (donc supérieure à 100 000) ;

2 - il est desservi par deux modes de transport : route et voie fluviale ;

3 - il a fait l'objet d'une étude comparative sur trois modes puisque le transport par voie ferrée a également été étudié. Il a, toutefois, été jugé moins intéressant techniquement et économiquement par la direction de la Société SHANKS Nord. Les seuls déchets susceptibles d'être transportés par voies fluviales ou ferroviaires sont les refus de tri issus des DIB et des déchets ménagers. Ces déchets devront être traités soit en incinération soit en CET de classe 2. Le seul centre d'enfouissement de la région Nord Pas-de-Calais disposant d'un bord à canal pour le transport fluvial est celui de Blaringhem (59) exploité par la Société BAUDELET. En outre, aucun centre de traitement ne dispose d'une desserte directe par voie ferrée (nécessité de rupture de charge).

La solution de transport par voie ferrée n'a donc pas été concrétisée bien qu'une étude comparative ait été réalisée.

4.3.6. - La friche n'est pas totalement dépolluée

La zone actuellement libre, c'est-à-dire celle envisagée pour l'implantation du projet de centre de tri de la Société SHANKS Nord, ne présente pas de teneur remarquable en hydrocarbures (HAP et HCT), information précisée en page 115 du DDAE. Cette affirmation s'appuie sur les résultats des sondages 7, 8, 9 et 10 réalisés en 1997 et supervisés par un géologue de la Société GEOCLEAN.

Néanmoins, les conclusions du rapport final de l'étude environnementale préliminaire du site réalisée par le Cabinet GESTER en mars 1998, confirme la nécessité de surveiller tous les travaux de génie civil de manière à vérifier l'absence de goudron de houille dans les remblais qui pourraient en être évacués.

Ainsi, conformément à ces recommandations, si une pollution résiduelle était découverte lors des travaux de terrassement, la Société SHANKS Nord s'engage à prendre à sa charge les opérations de dépollution et à traiter les éléments pollués dans ses unités de traitement situées en Belgique, ceci dans le plus strict respect des législations françaises et flamandes.

4.3.7. - On compte nombre de sites à moins de 30 kilomètres. EVIN MALMAISON a été oublié

Il s'agit d'une omission non volontaire. Le centre de tri d'EVIN MALMAISON est notamment évoqué en page 28 dans le chapitre relatif à la compatibilité avec le plan départemental.

Le centre de tri d'EVIN MALMAISON est exploité par la Société TRINORD (partenariat Nicolin SA et Coved SA). Ce centre situé à 16 km du projet a atteint sa capacité technique maximale au-delà des autorisations préfectorales allouées et n'est donc plus en mesure de traiter de nouveaux tonnages.

En ce qui concerne les centres de tri de déchets ménagers et assimilés, seules 4 unités sont situées à moins de 30 km du projet.

Pour les centres de tri de déchets industriels banals, seules 2 unités sont recensées à moins de 30 km.

4.3.8. - Les rejets vers la Scarpe devront respecter l'objectif de qualité 2 de celle-ci

La Société SHANKS Nord s'engage à ce que ses rejets aqueux respectent l'objectif de qualité 2 de la Scarpe en sortie de ses installations, c'est-à-dire avant le point de raccordement au réseau eaux pluviales de la ZI de Dorignies. En revanche, elle ne peut donner aucune garantie en ce qui concerne l'exutoire final regroupant l'ensemble des eaux de la ZI.

4.3.9. - Les eaux d'extinction devront être contenues dans des "réservoirs"

Le volume d'eau requis par les services du SDIS pour la lutte contre un incendie sur le site est de 800 m³. Compte tenu de l'importance de ce volume il n'est pas techniquement possible de confiner ces eaux dans des réservoirs. Par ailleurs, le site ne dispose pas de suffisamment d'espace pour envisager la création d'un bassin de confinement des eaux d'extinction. Il a donc été optée une mise en rétention totale des bâtiments de tri et un confinement des eaux sur le site par fermeture de vannes positionnées sur la conduite de raccordement au réseau de la ZI de Dorignies.

4.3.10. - Le comportement des pneus stockés en cas d'incendie est éludé

Il n'est effectivement pas fait mention page 178 du comportement au feu des pneus stockés.

Les apports de pneus sur le site seront assez exceptionnels dans la mesure où, aujourd'hui, les pouvoirs publics ont mis en place une structure spécialisée (ALLIAPUR) s'appuyant sur des collecteurs disposant d'agréments pour la collecte des PNUR (pneus usagés non rechapables). Il devient de plus en plus rare de trouver des pneus usagés dans les gisements de déchets industriels ou de déchets ménagers. Néanmoins, la Société SHANKS Nord a prévu une cellule de stockage pour ceux qui seraient découverts dans les apports de déchets à trier.

4.3.11. - La cuve est prévue à l'intérieur

La cuve est bien prévue à l'intérieur. Il s'agit d'un reliquat de l'ancien dossier dans lequel la Société SHANKS Nord prévoyait l'installation d'une cuve enterrée de 30 000 litres à l'extérieur du bâtiment. Ce projet a été abandonné pour des raisons de commodité et la cuve remplacée par une cuve aérienne de 1 500 litres, installée dans un local en rétention dans le bâtiment de tri des DIB.

4.4. - Avis du Commissaire-Enquêteur

Favorable sous réserve d'apporter des précisions ainsi que des améliorations s'agissant :

- des nuisances sonores liées à l'activité du site, notamment dues au transport routier des déchets,
- de la qualité des sols et du traitement à effectuer en cas de pollution,
- du traitement des eaux usées et des eaux d'extinction d'incendie,
- du respect de la qualité de l'eau de la Scarpe et de l'aménagement de ses berges (dans l'hypothèse de l'utilisation du transport fluvial),
- de la protection contre la foudre.

Il note également que la communauté d'agglomération du Douaisis utilise actuellement le centre de tri de Noyelles-sous-Lens dont l'activité reste inférieure à ses capacités de traitement.

4.5. - Avis de Monsieur le Sous-Préfet de Douai

Favorable et rappelle les résultats de l'enquête publique ainsi que l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur qui a formulé des réserves. Monsieur le Sous-Préfet mentionne que : "Compte tenu de la proximité de la Scarpe, et pour répondre à la préoccupation des riverains dans un environnement difficile, je ne peux que souscrire aux recommandations du commissaire-enquêteur".

Il demande également que les objectifs du plan départemental d'élimination des déchets soient respectés.

5 - AVIS DU CHSCT : non concerné (effectif inférieur à 50).

6 - CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

6.1. - Avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement

Date : 27 juillet 2005

Favorable avec les observations suivantes :

"Le centre de tri se situe dans une zone dont les eaux souterraines sont à protéger en priorité au titre des champs captants irremplaçables et parcs hydrogéologiques identifiés par le SDAGE Artois-Picardie (carte B3, disposition B13). Une attention particulière doit être portée à la protection des eaux souterraines, en particulier la nappe de la craie exploitée pour l'alimentation en eau potable. Le pétitionnaire doit donc être en mesure d'assurer le confinement des pollutions de surface.

Je note que le site sera aménagé sur une dalle béton étanche et que des rétentions sont prévues pour confiner tout déversement (carburant, jus d'égouttage des déchets, déchets liquides, eaux d'extinction d'incendie). L'étanchéité des aires bétonnées et des rétentions doit faire l'objet de contrôles réguliers.

Le centre de tri disposera d'un transformateur (250 kVA). Il doit être placé sur un sol étanche résistant aux égouttures d'acide de batterie."

6.2. – Avis de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

Date : 10 août 2005

Favorable avec les réserves suivantes :

"Le dossier mentionne une utilisation de l'eau, délivrée par le réseau public, pour les sanitaires, les douches, mais également le lavage des bennes.

Or, le Code de la Santé Publique impose la protection du réseau privé d'eau destinée à la consommation humaine (usage sanitaire, alimentaire...) contre d'éventuels retours d'eau contaminée, suite à un traitement ou une utilisation pour le process.

Il convient de rappeler au pétitionnaire que toute partie de réseau d'eau affectée à un usage non alimentaire (appareils, traitement de quelque nature que ce soit, réseaux de défense incendie, installations techniques : eaux chaudes sanitaires, chauffage, climatisation, arrosage...) doit être dotée d'un dispositif destiné à protéger les réseaux d'eau potable publics et privés d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau (article R 1321-54 du Code de la Santé Publique).

Ces dispositifs devront être adaptés aux risques (clapet anti-retour, disconnecteur, bêche de surverse...) et placés en amont immédiat du risque potentiel (cf. guides techniques n° 1 et n°1 bis relatifs à la protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine).

Ils devront faire l'objet d'une maintenance régulière conformément à l'article R 1321-59 du Code de la Santé Publique.

Le projet est prévu sur une friche dont les sols ont été pollués par des HAP et des hydrocarbures totaux. Le pétitionnaire affirme que des études antérieures ont montré l'absence d'effets pour les riverains et les personnes travaillant en entreprise. La fourniture en annexe de ces documents aurait été intéressante. Toutefois, compte tenu de ce caractère pollué, toutes précautions devront être prises durant la phase chantier concernant :

- la sécurité du personnel réalisant les travaux, notamment par un repérage des poches de pollutions les plus importantes,
- le devenir des terres excavées."

6.3. - Avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement

Service Urbanisme

Date : 24 août 2005

Favorable avec les observations suivantes :

"- le choix du site semble extrêmement judicieux au regard de l'intermodalité possible du transport,

- le trafic induit en entrée de process sur le réseau routier alentour sera important (et peut être concentré dans certaines plages horaires). S'assurer de ne pas bloquer le giratoire d'entrée de ville sur la D 917 avec des processions de camions poubelles (au demeurant tout à fait modernes et bien entretenus),

- la très haute visibilité du site (proximité D 917 x intensité du trafic qui y passe) suggère une attention particulière quant à l'insertion paysagère (qui sera entendu adéquatement instruite en ADS par la ville de Douai si c'est pour 2006)."

Service Prospective, Environnement et Communication

Date : 7 septembre 2005

Avis favorable confirmé avec les observations suivantes au regard du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Nord (PDEDMA) approuvé le 12 novembre 2001, et dont la Direction Départementale de l'Equipeement assure le secrétariat :

"Le projet est situé en bord à canal et à proximité immédiate d'une société spécialisée dans le transport fluvial et d'un quai de chargement ferroviaire. Le pétitionnaire a bien étudié dans son dossier les diverses possibilités d'utilisation de modes alternatifs à la route et a obtenu des autorisations de VNF et de la CCI pour l'utilisation d'un quai de transbordement sur la Scarpe canalisée. Le projet répond donc sur ce point aux exigences du PDEDMA, qui impose aux nouveaux centres de tri une desserte par au moins deux modes de transports et une étude comparative sur trois modes.

Le projet est dimensionné pour une capacité de tri de 15 000 tonnes par an de déchets ménagers issus de la collecte sélective ; il répond également en cela aux exigences du plan départemental qui impose un dimensionnement des nouveaux centres de tri pour au moins 100 000 habitants.

Enfin, si le PDEDMA ne retenait pas la nécessité de création de nouveaux centres de tri dans les 4 arrondissements du sud du département, c'est qu'il avait identifié l'existence d'un projet dans le Douaisis qui n'a pas vu le jour ; le projet porté par la Société SHANKS Nord vient se substituer à cet ancien projet et est donc compatible avec les besoins en installations de traitement retenus par le PDEDMA."

6.4. - Avis de Monsieur le Directeur de LA MISE (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt DDAF)

Date : 20 juillet 2005

Favorable sans observation.

6.5. - Avis de Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Date : 22 août 2005.

Favorable.

6.6. - Avis de Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Date : 28 juillet 2005

Favorable avec proposition de prescriptions reprises dans le projet d'arrêté préfectoral.

Les observations suivantes sont émises :

Prescriptions relatives à l'accessibilité des secours :

"Une voie échelle doit permettre l'accès des engins de secours et de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de chaque bâtiment selon les caractéristiques suivantes :

- longueur minimale de 10 mètres,
- chaussée libre de stationnement de largeur 7 mètres,
- hauteur libre de 3,50 m,
- force portante 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m minimum,
- rayon intérieur R de 11 mètres minimum,
- surlargeur $S = 15/R$ en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- pente maximum 10 %.

Les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

Réaliser, à partir de la voie engin un chemin stabilisé d'accès à toutes les issues de secours d'une largeur de 1,40 m de large minimum.

Observations relatives à la défense incendie extérieure :

Les constructions projetées constituent des risques particuliers.

L'analyse du risque incendie conduit à un volume d'eau nécessaire à la défense incendie de 720 m³ utilisables en 2 heures (superficie la plus grande non recoupée par un mur ou espace CF de degré 2 heures égale à 3 465 m², stabilité au feu inférieure à 1/2 heure, stockage risque 2, hauteur de stockage comprise entre 3 et 8 m). Cette quantité d'eau peut être apportée par un ou plusieurs points d'eau d'une capacité unitaire minimale de 120 m³.

La défense incendie extérieure existante est assurée par :

- 4 appareils d'incendie situés respectivement à 150, 230, 270 et 350 m maximum de tout point des bâtiments et présentant les débits unitaires respectifs, mesurés sous une pression de 1 bar, de 188, 172, 202 et 207 m³/h (PI n° 414 à 417 rue Gustave Eiffel) ;
- un point d'eau inépuisable situé à 400 m (point d'aspiration sur la Scarpe).

La défense incendie extérieure est donc satisfaisante.

Observations relatives à la prévention des incendies :

Prendre en compte l'avis de nos services précités dans le cadre de l'étude du permis de construire en date du 7 juin 2005.

Isolement par rapport aux tiers :

Isoler les bâtiments des tiers par une distance de 12 m minimum ou par un mur CF de degré 2 heures.

Un mur CF de degré 4 heures est prévu sur la façade sud-ouest du bâtiment tri des déchets ménagers afin de contenir les flux thermiques à l'intérieur de la propriété.

Isoler les bâtiments des locaux sociaux par une distance de 10 m minimum ou par un mur CF de degré 2 heures.

Stabilité du bâtiment : Sans observation.

Isolement intérieur :

Isoler les locaux à risques particuliers d'incendie par des murs et planchers au moins CF de degré 2 heures et des portes CF de degré 1 heure munies de ferme-portes. Ces locaux sont : local électrique TGBT et local de stockage de produits inflammables.

Dégagements :

Le hall de tri industriel comportera 6 issues de secours d'une UP chacune donnant directement sur l'extérieur et s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Le hall de tri sélectif comportera 4 issues de secours d'une UP chacune donnant directement sur l'extérieur et s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Prendre toutes dispositions afin que le personnel n'ait pas plus de 40 m à parcourir pour gagner une issue et 25 m dans les parties en cul-de-sac (tenir compte des aménagements intérieurs).

Limiter les itinéraires de dégagements en cul-de-sac à 10 m maximum.

Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes).

Signaler et baliser les issues normales de secours.

Laisser libre en permanence l'accès à ces issues.

Désenfumage :

Permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie par la pose d'exutoires représentant 2 % de la superficie mesurée en projection horizontale. Ils doivent posséder une commande automatique, doublée d'une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues.

Limiter les superficies de canton de désenfumage à 1 600 m² maximum.

Electricité - Chauffage :

Réaliser les installations électriques et thermiques conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

Installer un éclairage de sécurité conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

Moyens de secours :

L'établissement sera doté d'un système de détection automatique d'incendie.

Installer des robinets d'incendie armés de 40 mm, conformément aux normes françaises S 61 201 et S 62 201 ou à la règle R5 de l'APSAD ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs).

Disposer des extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques à raison d'un appareil à eau pulvérisée de 6 l ou, en cas de risque électrique à poudre de 6 kg, pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau. Ces appareils doivent être judicieusement répartis, visibles et accessibles en toutes circonstances.

Initier le personnel à la manœuvre des moyens de secours.

Réaliser, pour les stockages de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, une capacité de rétention dont le volume doit être égal au moins à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs contenant des produits incompatibles ne devront pas être associés à une même rétention.

Afficher les consignes d'incendie comportant :

- le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des sapeurs-pompiers : 18,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- l'accueil et le guidage des secours,
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Afficher les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les établissements susceptibles d'accueillir plus de 50 employés, ainsi que ceux contenant des matières ou produits inflammables doivent être équipés d'un système d'alarme sonore audible de tout l'établissement.

L'établissement doit disposer d'un système permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Afficher l'interdiction de fumer.

Identifier les organes de coupures d'énergie et fluides.

Tenir à disposition les fiches données de sécurité permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux dans l'installation.

Etiqueter les fûts, réservoirs et autres emballages ; cet étiquetage doit comporter en caractère très lisible :

- le nom des produits ou éventuellement leur code,
- les symboles de dangers.

Toutes mesures doivent être prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Transmettre les plans de l'établissement en format A4 ou A3 ou de préférence en format informatique (type AUTOCAD) au centre d'incendie et de secours de Douai (rue Maurice Facon 59119 WAZIERS) en vue de répertorier l'établissement. Ces plans devront comprendre :

- un plan masse indiquant les accès, les circulations intérieures, la dénomination des bâtiments, les issues de secours, les organes de coupures d'énergie et fluides, la nature et la localisation des risques ;
- un plan détaillé de chaque bâtiment reprenant les moyens de secours internes, les cheminements internes ainsi que la dénomination des différents locaux ou zone de stockage."

6.7. - Avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation

Date : 9 août 2005

Défavorable avec les observations suivantes :

"Le futur site de tri sera implanté sur la zone industrielle de Dorignies, sur le territoire de la commune de Douai. Le site sera situé bord au canal de la Scarpe aval et au niveau d'une zone où les eaux souterraines sont à protéger en priorité selon la carte B3 du SDAGE.

Le site sera à l'origine de plusieurs types d'effluents gérés de la façon suivante :

- les eaux vannes seront évacuées par le réseau interne du site relié au réseau d'eaux usées de la Z.I. de Dorignies. Ces eaux seront ensuite traitées par la station d'épuration de Douai - Fort de Scarpe (une convention de raccordement a été signée entre la société et le gestionnaire) dont l'exutoire est la Scarpe aval ;
- les eaux pluviales de toitures ruisselant sur les 7 400 m² de surfaces imperméabilisées seront rejetées vers le réseau d'eaux pluviales de la Z.I. puis déversées à la Scarpe ;
- les eaux pluviales des voiries ruisselant sur les 6 900 m² de surfaces imperméabilisées seront prétraitées par un débourbeur-déshuileur avant rejet au réseau d'eaux pluviales de la Z.I. avant déversement à la Scarpe ;
- les eaux de process (jus d'égouttage de la zone de tri et de la presse à colle et les eaux de lavage des bennes à ordures ménagères) seront récupérées dans des rétentions avant déversement dans le réseau d'eaux usées de la zone.

En cas d'incendie, ce sont les bâtiments de tri qui feront rétention et qui retiendront les eaux d'extinction, ce qui représentera une capacité de 1 100 m³. Pour les eaux d'extinction s'écoulant hors des bâtiments, un déversoir équipé d'une vanne manuelle permettra la mise en rétention complète du site et le confinement des eaux.

Cependant, le Service de la Navigation attire l'attention du pétitionnaire et de l'inspecteur des installations classées sur les points suivants :

- Concernant le rejet des eaux de process, aucun élément du dossier, en particulier sur la qualité des eaux (analyses exhaustives des eaux, recherche bibliographique) ne permet d'apprécier les caractéristiques des eaux qui seront raccordées au réseau. Ainsi, le dossier ne répond pas aux prescriptions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux raccordements d'effluents ICPE au réseau urbain.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les rejets sont susceptibles d'entraîner des dysfonctionnements du traitement biologique, le rejet au milieu naturel de substances non compatibles avec les objectifs visés à l'article L 211-1 du Code de l'Environnement et la pollution des boues (métaux, CTO) de la station d'épuration remettant en cause leur valorisation agricole.

- Concernant le raccordement des eaux pluviales, le dossier ne contient aucun élément permettant de démontrer la compatibilité des rejets d'eaux pluviales issues des 14 300 m² de surfaces imperméabilisées avec les capacités du réseau d'eaux pluviales et les objectifs fixés au rejet de la zone dans la Scarpe (*incidence hydraulique finale au niveau de la Scarpe, nécessité de tamponnement*).

- Concernant le devenir des eaux de ruissellement au niveau du quai, le dossier précise que dans l'avenir, la voie d'eau est susceptible d'être utilisée pour le transport des déchets. Rien, dans le dossier, n'évoque le devenir des eaux de ruissellement au niveau du quai de déchargement des déchets.

En conclusion et dans l'attente de compléments, le Service de la Navigation émet un avis défavorable à la demande d'autorisation."

Commentaire :

Pour obtenir des éléments de réponses aux questions posées par le Service Régional de la Navigation, l'inspection a demandé des compléments à l'exploitant par lettre du 7 février 2006. Celui-ci a adressé en réponse le 15 février un mémoire daté de février 2006 dans lequel il est mentionné que :

- *l'article 1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation exclut les installations de traitement, stockage ou transit de déchets de son domaine d'application ;*
- *SHANKS a signé une convention de raccordement avec la DIRAH, gestionnaire des réseaux d'assainissement et de la station d'épuration de Douai Fort de Scarpe, plus sévère que les valeurs limites reprises dans la circulaire du 5 janvier 1995 ;*
- *la question de la comptabilité des rejets d'eaux pluviales issues des 14 300 m² de surfaces imperméabilisées relève de la responsabilité de la DIRAH disposant d'un réseau séparatif. SHANKS estime que ses rejets d'eaux pluviales ne nécessitent pas de tamponnement.*

Ce mémoire du pétitionnaire a été adressé pour avis complémentaire au Service Régional de la Navigation le 21 février 2006.

Avis complémentaire de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation

Date : 19 mai 2006

Défavorable avec les observations suivantes :

En ce qui concerne l'incidence des rejets du centre de tri sur le système d'assainissement de DOUAI, l'exclusion des installations de traitement de déchets du champ d'application de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets des ICPE, ne soustrait pas le pétitionnaire à ses obligations définies à l'article 3.4 du décret N° 77.1133 relatif aux ICPE et à l'article 2.2. du décret n° 77.1141 relatif à la protection de la nature (étude d'impact).

En ce sens, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 obligent le pétitionnaire à analyser les effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet.

Ainsi, la définition des caractéristiques des effluents générés par l'activité du site (toxicité, traitabilité) constitue un élément essentiel pour apprécier correctement les effets du projet sur l'environnement (devenir des boues d'épuration, dysfonctionnement de l'épuration, substances rejetées au milieu naturel).

De même, les paramètres définis dans la circulaire n° 95.007 du 5 janvier 1995 ne constituent que des prescriptions minimales d'ordre général et des recommandations à destination de l'administration. Les paramètres et les seuils autorisés doivent être définis en tenant compte de l'incidence de l'activité (recensement exhaustif des substances générées par l'activité) et de la vulnérabilité du milieu récepteur.

Cette appréciation de l'incidence et de la toxicité des effluents générés doit se baser sur une recherche de données bibliographiques (abondantes pour ce secteur d'activité) et d'études écotoxicologiques en laboratoire.

- En ce qui concerne le raccordement à la station d'épuration de DOUAI, la convention de raccordement établie par la DIRAH se base uniquement sur les éléments fournis par le pétitionnaire et ne reprend donc que les paramètres identifiés dans la demande d'autorisation. L'étude ne porte que sur les paramètres de pollution classique (DBO, DCO, MeS, ...) alors que des lixiviats de traitement de déchets sont susceptibles de contenir d'autres micropolluants qui doivent être pris en compte. Or, ceux-ci n'ont pas été appréhendés par le pétitionnaire et ne peuvent donc pas être repris dans la convention de raccordement.
- En ce qui concerne le devenir des eaux pluviales, conformément aux décrets n° 77.1133 et n° 77.1141, c'est bien au pétitionnaire de démontrer l'absence d'incidence sur le milieu naturel et non pas à l'administration ni au gestionnaire des réseaux.

En ce sens, l'accord du gestionnaire du réseau ne constitue pas une démonstration de l'absence d'incidence au titre des décrets précités.

On peut d'ailleurs noter que toute nouvelle imperméabilisation entraîne une modification des conditions de ruissellement et donc du régime hydraulique de l'exutoire. L'affirmation selon laquelle les eaux de ruissellement du site n'auront que peu d'incidence, n'est acceptable que si elles se réfèrent aux seules eaux du site, ce qui n'est pas le cas. Ainsi, l'incidence hydraulique du site doit se concevoir par une approche intégrée et en considérant l'ensemble du versant et les effets cumulatifs.

- En ce qui concerne le devenir des eaux de ruissellement du quai de chargement/déchargement, l'absence de contact entre les déchets et les sols du quai n'empêche pas le contact entre les eaux pluviales et les déchets et donc la possibilité de retrouver certaines substances dangereuses dans les eaux de ruissellement. Dans la mesure où ce type d'activité est source de pollution pour celles-ci, il apparaît logique de prescrire leur surveillance pour un certain nombre de paramètres représentatifs. La réalisation de tests de toxicité démontrant l'innocuité de ces rejets et la possibilité de confiner ces eaux au sein du site, devra être effectuée.

En conclusion, les éléments transmis par le pétitionnaire ne permettent pas de répondre aux prescriptions des articles L 211.1 du code de l'environnement, l'article 3 du décret n° 77.1133 et l'article 2 du décret n° 77.1141. En conséquence, le Service de la Navigation maintient son avis défavorable.

Commentaire :

Le site étant projeté sur une ancienne friche de Charbonnages de France, il n'est pas possible de creuser un bassin de tamponnement des eaux pluviales. Sur la question des eaux résiduaires, l'exploitant a apporté des réponses avec une nouvelle convention qui seront détaillées dans l'avis de la DRIRE ci-dessous.

6.8. - Avis de Monsieur l'Ingénieur Principal, Chef de la Division de l'Equipement S.N.C.F.

Date : 16 août 2005

Favorable et souhaite le cas échéant que Monsieur le Préfet lui fasse parvenir une ampliation de l'arrêté d'autorisation.

6.9. - Avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

Le projet de création d'un centre de tri de déchets déposé par la Société SHANKS a fait l'objet de nombreuses remarques et oppositions :

- de la part des riverains tout d'abord qui ont notamment critiqué les conditions d'affichage, l'absence de garanties pour prévenir les nuisances liées au bruit, l'absence d'étude pour un incendie de pneumatiques...) ;
- de la part du commissaire-enquêteur qui a demandé 3 mémoires en réponse au pétitionnaire et qui a malgré cela émis un avis avec de nombreuses réserves reprises par Monsieur le Sous-Préfet de Douai ;
- de la part du conseil municipal de Douai qui a notamment réclamé des études complémentaires;
- de la part du Service Régional de la Navigation qui a émis par 2 fois un avis défavorable à la demande.

Des réponses à ces remarques ont été apportées dans les § correspondants du rapport ci dessus. Les points ci après méritent cependant d'être développés en ce qui concernent des aspects plus techniques intervenus postérieurement à l'enquête publique et administrative.

Suite à l'avis réservé du conseil municipal de Douai et aux demandes des riverains, une réunion a été organisée le 13 mars 2006 sous la présidence de monsieur le Sous Préfet de Douai en présence de ces riverains, de représentants de la société SHANKS de monsieur le Maire de Douai et de monsieur le Député de la circonscription. La société SHANKS a apporté par lettre du 22 novembre 2006 des réponses incomplètes aux questions posées. En réponse à la principale question posée concernant le bruit, afin d'apprécier le niveau sonore engendré par un centre de tri, SHANKS a réalisé au centre de tri de Monceau qui est de taille similaire à celui projeté à Douai, une étude de bruit afin de déterminer l'impact exact d'une activité comparable à celle projetée à Douai. Les mesures ont été réalisées les 29 et 30 août 2006, les résultats sont les suivants :

- Dans le site avec une activité normale avec des camions en phase de déchargement dans le hall :
 - Entrée du site au niveau du parking : +/- 65 Db
 - Dans le hall de tri quand le bull et la grue travaillent +/- 75 Db
 - Sur les chemins asphaltés du centre entre +/- 65 et +/- 70 Db
- Dans la rue en face de l'entrée :
 - Sans déplacement de véhicule : +/- 54 Db → *valeur limite imposée à Douai = 60 dB(A)*
 - Passage d'un bus TEC : +/- 79 Db
 - Passage de véhicules : entre 78 et 85 Db
 - Passage d'une mobylette : +/- 88 Db

Ces résultats ne permettent pas de dire que les niveaux sonores du futur centre de stockage projeté ne seront pas respectés. Notamment, la valeur limite de 60 dB(A) fixée pour la période de jour dans le projet de prescriptions devrait a priori être respectée. Les premières habitations sont éloignées du site et les critères d'émergence devraient a priori être respectés. Dans tous les cas, l'exploitant d'une installation classée est tenu de respecter la réglementation applicable.

Le pétitionnaire a finalement décidé d'abandonner le projet de stockage de déchets dangereux en précisant que les pneumatiques seraient stockés dans une cellule spécifique uniquement dans le cas où des pneumatiques (en quantité très limitée) se retrouveraient mélangés aux déchets à trier. La vocation du centre n'est pas de stocker des pneumatiques. En ce qui concerne les questions posées par la MISE, l'exploitant n'a pas apporté de réponses techniques satisfaisantes notamment sur la qualification et la quantification précise des rejets d'eaux.

Une nouvelle réunion a été organisée cette fois ci en présence de la DIRAH (service assainissement de la communauté d'agglomération de Douai - CAD -), de la MISE, du pétitionnaire et de la DRIRE. Suite à ce nouvel examen, par lettre du 24 mai 2007, le pétitionnaire a transmis en complément à l'inspection :

- des résultats des mesures faites par sur des eaux usées comparables à celles qui seraient rejetées à Douai en réponse à la demande du Service de la Navigation ;
- la copie d'une lettre de la CAD, gestionnaire du réseau d'assainissement qui propose au vu de ces résultats, un projet de convention de raccordement actualisé prévoyant notamment :
 - un rejet de DBO₅ inférieur à 360 mg/l
 - un rejet de DCO inférieur à 650 mg/l

- un rejet de MeS inférieur à 600 mg/l
- un rejet en hydrocarbures inférieur à 5 mg/l

à traiter dans la station d'épuration collective de Fort de Scarpe.

Par envoi du 01 octobre 2007, la DRIRE a transmis au pétitionnaire un projet d'arrêté actualisé en laissant en suspend la question du confinement des eaux pluviales (tamponnement) avant traitement dans la station de Fort de Scarpe. Par lettre recommandée du 06 novembre 2007, la DRIRE a demandé au pétitionnaire de lui fournir une réponse sous huitaine ou le cas échéant de lui confirmer l'abandon de son projet. Par lettre du 14 novembre, le pétitionnaire a formulé des observations sur le projet d'arrêté en confirmant notamment que la mise en place d'un bassin de stockage des eaux pluviales sur le site n'était pas possible (interdiction de creuser sur cette ancienne friche).

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, la DRIRE a finalement actualisé la rédaction du projet d'arrêté en ne reprenant pas de bassin de tamponnement des eaux pluviales comme demandé dans l'avis de la MISE. Il faut noter qu'un traitement des eaux pluviales de ruissellement par débourbeur-déshuileur pour atteindre une teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l est exigé par la CAD. Le projet de prescriptions de la DRIRE demande en complément pour les eaux usées une teneur en métaux totaux inférieure à 5 mg/l. La zone d'activité de Dorignies est une zone ancienne avec des caractéristiques très particulières comme indiqué supra. La CAD réalise par ailleurs des investissements importants pour traiter les eaux pluviales. Consultée sur ce dernier projet d'arrêté préfectoral, la MISE a émis un avis favorable au vu notamment de la prescription suivante : « ... 9.2. - *Conception des installations de traitement Les installations de pré-traitement du site (débourbeur déshuileur) doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. En tant que de besoin ces installations doivent être complétées pour respecter les valeurs limites de rejets du présent arrêté et le cas échéant l'objectif de qualité du milieu récepteur...* »

Au vu des réponses apportées par le pétitionnaire et au vu de l'acceptation des rejets d'eau par le gestionnaire du réseau d'assainissement, la DRIRE émet finalement un avis favorable au projet.

7 - PROPOSITIONS

Le rapporteur propose un avis favorable au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) à la demande présentée par la société SHANKS.

Le projet d'arrêté préfectoral correspondant est joint en annexe.

L'Inspecteur des Installations Classées
Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Vu et transmis à Monsieur le Chef de la Division
Environnement Industriel et Sol Sous-Sol
Prouvy, le 20 février 2008
Le Chef de Groupe

Vu et transmis avec avis conforme à :

. Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Nord
Cité Administrative - BP 2008 - 59048 LILLE CEDEX

. Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord

DAGE/3^{ème} bureau - 123, rue Nationale - 59039 LILLE CEDEX

Douai, le
Pour le Directeur et par délégation
L'INGENIEUR DES MINES,
Chef de la Division Environnement Industriel et Sol Sous-Sol